

Une répression sans précédent

► Du jamais vu depuis la Révolution culturelle, selon les experts.

► Les musulmans ouïghours sont particulièrement ciblés, mais catholiques, protestants et membres du Falun Gong sont aussi ostracisés.

À l'automne dernier, les images des camps d'internement forcés dans lesquels sont enfermés au moins un million de musulmans turcophones ouïghours, dans la région autonome du Xinjiang, au nord-ouest de la Chine, avaient fait le tour du monde. Des rapports, émanant du Comité de l'ONU sur la discrimination raciale, de Human Rights Watch et d'Amnesty International avaient révélé l'ampleur de ces opérations décidées par les autorités chinoises.

Alors que plusieurs actes terroristes ont été commis par des Ouïghours notamment en 2013 et 2014, Pékin a décidé de lutter à grande échelle contre le terrorisme en enfermant de manière préventive et sans base légale des centaines de milliers de personnes (lire ci-contre).

« Partie émergée »

« Ce qui se passe au Xinjiang est la partie émergée de l'iceberg, analyse Willy Fautré, directeur de l'ONG Human Rights Without Borders. Aujourd'hui en Chine, toutes les religions sont victimes de campagnes de répression sans précédent. On n'avait plus vu cela depuis la fin de la Révolution culturelle. Les Ouïghours mais aussi d'autres minorités musulmanes comme les Huis sont visés. Des dizaines de milliers de personnes ont, dans le reste de la Chine, été jetées en prison à cause de leur foi. Mon ONG a documenté l'emprisonnement de 2.000 membres du Falun Gong, ce mouvement de spiritualité chinoise qui avait d'abord été encouragé par les autorités avant d'être réprimé, victime de son immense succès. Nous avons aussi répertorié les noms de 1.600 membres de l'Eglise protestante Church of Almighty God actuellement en prison. Nous avons de très nombreux témoignages de personnes qui ont été soumises à d'intenses pressions pour qu'elles signent une déclaration de renoncement à leur religion ».

La Constitution chinoise protège pourtant les activités religieuses de cinq cultes reconnus : le bouddhisme, le taoïsme, l'islam, le protestantisme et le catholicisme. « En réalité, cette liberté est bafouée, tout comme la

liberté d'association, poursuit Willy Fautré. Au Xinjiang, il y a 5 ans encore, des milliers de personnes se rendaient à la mosquée pour prier. Aujourd'hui, ces mosquées ne sont plus qu'un décor : la surveillance est telle que pratiquement plus personne n'ose y aller. Cette volonté de mettre les fidèles des différentes religions au pas est apparue au grand jour l'an dernier lorsque de nombreuses croix posées sur des églises ont été enlevées. Depuis, de nombreuses églises ont même été détruites ».

« Patriotique » ou « souterraine »

« Dans plusieurs provinces chinoises (Dongbei, Anhui, Henan, Mongolie Intérieure), les messes de Noël ont été contrôlées par la police : elles étaient interdites aux moins de 18 ans. Et dans d'autres provinces (Hebei, Shaanxi, Yunnan), les célébrations et décorations de Noël étaient interdites », détaille Bernardo Cervellera, prêtre catholique et éditeur du site AsiaNews, lié à l'Institut pontifical pour les Missions à l'étranger, rencontré lors d'une conférence sur la liberté de religion en Chine organisée fin janvier au Parlement européen.

Selon lui, « il est clair que le Parti communiste chinois mène une véritable guerre de religion

contre la chrétienté et le catholicisme, au nom de la sécurité et du patriotisme nationaliste ».

En Chine, les 10 à 12 millions de catholiques sont répartis entre l'Eglise « patriotique », contrôlée par le parti communiste, et l'Eglise « souterraine », fidèle au Pape, considérée comme illégale.

« La situation des catholiques s'est encore compliquée après le lancement il y a un an des Nouvelles réglementations sur les activités religieuses, poursuit le père Cervellera. Les communautés officielles sont depuis contrôlées sur les dimensions des croix, la hauteur des statues, les textes qu'elles mettent en ligne. Et la retransmission en live des cérémonies est interdite. De plus, une politique de sinisation est en cours, qui a mené à la destruction de clochers ou de façades "pas assez chinoises". Désormais, les hymnes patriotiques doivent être chantés avant les offices et le portrait de Xi Jinping doit être accroché sur l'autel. Quant à l'Eglise illégale, "souterraine", elle n'a pas le droit d'exister. Les lieux de culte sont fermés, saisis, et on est sans nouvelles plusieurs évêques et prêtres qui ont été arrêtés puis ont disparu ».

En septembre dernier, le Vatican a pourtant conclu un accord avec la Chine portant sur la reconnaissance par le pape des évêques de l'Eglise « patriotique », que beaucoup ont considéré comme une trahison de l'Eglise « souterraine ». Un accord imparfait, admet le Vatican, mais c'est la première fois que Pékin reconnaît l'autorité religieuse du pape de Rome.

La hantise d'un groupe organisé

« Mais sur le terrain, la situation n'a pas changé, reconnaît Cervellera. L'Association patriotique a expliqué aux évêques et prêtres officiels que, malgré l'accord, ils devaient continuer à mettre en place une Eglise indépendante de Rome. Et les destructions de croix, d'églises, les sessions d'endoctrinement et les arrestations ont continué comme avant, voire même en pire ».

« J'ai récemment demandé à un responsable communiste chinois pourquoi le Parti semblait avoir si peur des catholiques, qui ne représentent même pas 1 % de la population, conclut-il.

Il m'a répondu que ce qu'il redoutait, c'était l'unité, le fait qu'existe un groupe organisé capable de réagir de façon autonome ».

VÉRONIQUE KIESEL



Une des rares images accessibles au public de minorités ethniques incarcérées dans la région de Xinjiang : des détenus d'un « centre d'éducation et de formation » écoutent un discours de « déradicalisation », en avril 2018. © D.R.



« Il faut parler plus souvent des personnes injustement condamnées. Ainsi, elles existent »

BOB FU, PASTEUR PROTESTANT NÉ EN CHINE

les experts « Imposer un tarif éthique à Pékin »

Que faire face à cette répression menée en Chine contre les fidèles de différentes religions ? La question a été posée à plusieurs intervenants participant à une conférence sur la liberté de religion organisée au Parlement européen fin janvier.

Pour Bob Fu, né en Chine, pasteur protestant et président de China Aid, une organisation évangélique basée au Texas, « il faut d'abord parler le plus souvent possible des personnes injustement emprisonnées. Ceux qui croupissent en cellule ont l'impression que le monde les a oubliés. Quand on parle d'eux, ils existent. Par ailleurs, il faut demander des comptes aux persécuteurs. Barack Obama, lorsqu'il était président, avait dans ce but signé l'Accountability Act. Le Parlement européen devrait s'en inspirer. Une personne qui pourrait être visée, c'est Chen Quanguo qui, après avoir mis en place d'implacables mesures de contrôle dans la région autonome du Tibet, les a importées au Xinjiang, où il a été nommé en 2016 chef du Parti ».

« Accorder l'asile »

Selon le Belge Willy Fautré, directeur de l'ONG Human Rights Without Borders, « la communauté internationale s'est mobilisée pour dénoncer la façon dont les autorités birmanes ont traité les Rohingyas, cette minorité musulmane. Elle doit faire de même pour les musulmans chinois. Et accorder l'asile aux personnes qui ont été maltraitées en raison de leur religion. Or, au contraire, les pays européens ont plutôt tendance à les expulser. L'an dernier, la France a expulsé 203 demandeurs d'asile chinois, les Pays-Bas 33, la Suisse 24 et la Belgique 10. Or ces personnes risquent à leur retour en Chine d'être harcelées, torturées ».

Pour Marco Respinti, directeur

de Bitter Winter, un magazine en ligne sur la liberté religieuse en Chine, publié par un centre de recherche italien conservateur, « la communauté internationale devrait imposer un "tarif éthique" à la Chine ». Et les leaders de l'UE et le Parlement européen devraient utiliser chacune de leurs rencontres avec les autorités chinoises pour leur demander de respecter les règles en matière de liberté religieuse ».

« Commerce contre libertés »

Un tarif éthique ? « Il n'est évidemment pas simple de se confronter à la gigantesque puissance économique chinoise, poursuit-il. Mais les pays et les institutions respectant des standards démocratiques peuvent mettre sur la table le thème des droits humains et du respect des libertés religieuses. Et ce n'est pas pour cela que la Chine claquera la porte : il faut être au moins deux pour faire du commerce. Aux pays démocratiques de trouver une façon d'échanger du commerce contre des libertés en termes de droits humains. Lors de l'Examen Périodique Universel auquel la Chine a été soumise le 6 novembre dernier au sein du Conseil des Droits de l'Homme à Genève, de nombreux pays - Australie, Royaume-Uni, Canada, Belgique, République tchèque, Finlande, Allemagne, France, Islande, Irlande, Suède, Suisse, États-Unis ont dénoncé les camps de « transformation via l'éducation » dans lesquels Pékin a enfermé 1,5 million de personnes, deux tiers de Ouïghours et un tiers de Tibétains, soumis à des traitements inhumains et à des violences psychologiques pour qu'elles abandonnent leur foi. A quoi cela sert-il de dénoncer ces faits si la Chine se contente de hausser les épaules et de continuer à agir de la même façon ? Il faudrait donc inventer ce "tarif éthique" ».

V. K.

DOSSIER

J-100

Ce vendredi, à 100 jours des élections fédérales, régionales et européennes, « Le Soir » trace la route vers les urnes dans un dossier spécial.

Confédéralisme, environnement, économie... Avec la rédaction du Soir, ne manquez rien des idées qui animeront la campagne électorale pour vous forger votre opinion à travers des analyses, entretiens et reportages.

LE SOIR

DÉCRYPTÉ • ENQUÊTE • RÉVÈLE

... de toutes les religions



le témoin Kuzzat Altay :
« Aujourd'hui, le Xinjiang est presque hermétiquement clos »

ENTRETIEN

La dernière fois que j'ai parlé à mon père, c'était par téléphone, via WeChat. Il m'a dit : "Fils, ils t'emmènent !" Depuis, j'ai perdu tout contact avec lui. J'ai appelé à la maison, à la mosquée. Il a disparu, personne ne sait où il se trouve. Il a 67 ans ».

Kuzzat Altay est né en Chine, dans le Xinjiang. Il est musulman et appartient au groupe ethnique des Ouïghours. « Quand j'avais 19 ans, en 2005, j'ai été arrêté par les services de renseignements et menacé de mort. Je ne voulais pas quitter mon pays, ma famille, mais j'étais en danger. J'ai réussi à quitter la Chine avec l'aide du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, et je suis finalement arrivé aux États-Unis en 2008. Avec mon seul diplôme du secondaire, j'ai réussi à créer à McLean, en Virginie, une entreprise, Cybertek, dont je suis le CEO. »

« Des caméras partout »

Kuzzat, qui préside le « Uyghur Entrepreneurs Network », suit de très près la situation dans sa région d'origine. « Des journalistes m'ont déjà demandé combien de membres de ma famille se trouvent dans des camps. Ce n'est pas comme cela qu'il faut poser la question. Il faut plutôt demander combien d'entre eux ne sont pas dans des camps. Et là, ma réponse, c'est : aucun. Tous mes cousins, leurs enfants : je les ai tous perdus. Le Xinjiang est presque hermétiquement clos : je n'ai aucune information sur leur sort. Même mes amis restés sur place refusent de me parler par téléphone, ils ont trop peur. »

Mais Kuzzat est connecté aux autres membres de la diaspora ouïghoure. « Dans les villes du Xinjiang, il y a des caméras partout et tous les 100 mètres, explique-t-il. Il y a un check-point. Vous devez ouvrir votre portefeuille, déverrouiller votre téléphone, et tout est fouillé. En général, on a tous des photos de



« Des camps ont aussi été créés pour les enfants dont les parents ont été emmenés. Tout y est fait pour qu'ils oublient leur langue et leur culture »

notre famille en fond d'écran, mais au Xinjiang, il vaut mieux avoir celle de Xi Jinping (le président chinois, NDLR). Cela peut vous sauver la vie. »

« J'ai vu des photos récentes de la place principale d'Urumqi, la capitale. Dans le temps, elle était pleine de monde, comme Times Square à Manhattan. Mais là, elle était vide, il n'y avait personne. Où sont donc passés tous ces gens ? Les images satellites dont nous disposons nous montrent qu'il y a désormais d'immenses camps. On ne sait pas qui y est enfermé, ni si ceux qui y sont détenus en ressortiront un jour », poursuit-il.

« Rééducation idéologique »

« Pékin a d'abord nié l'existence de ces camps, avant de reconnaître leur existence et d'expliquer qu'il s'agissait de camps

de formation. Mais des professeurs, des hommes d'affaires, des gens qui avaient un métier et étaient très qualifiés y sont aujourd'hui enfermés car ces endroits ont en réalité été conçus pour leur faire subir une rééducation idéologique. »

Sa voix tremble : « Comme les autorités ne peuvent pas enfermer tout le monde, elles ont envoyé des fonctionnaires espionner les familles. Ils viennent vivre dans ta maison, manger à ta table, vérifier si tu parles bien le mandarin, la langue des Chinois hans. Ils regardent les décorations épinglées au mur : si ce sont des versets du Coran ou le portrait de Xi Jinping. De facto, tout musulman est soupçonné d'être un terroriste. Et ces fonctionnaires ont tous les droits : des cas de viol des femmes ou filles de la famille ont aussi été rapportés. »

« Juste sauver des vies »

« Dans les camps aussi, il y a des abus sexuels, poursuit-il. À cause de la politique de l'enfant unique qui a été imposée en Chine en 1979, il n'y a pas assez de femmes. Alors des filles ouïghoures sont données à des officiers : ils choisissent celles qui leur plaisent. Des jeunes filles se sont suicidées. D'autres se sacrifient : elles disent qu'elles veulent bien les épouser, en espérant sauver ainsi leur famille. »

« Des camps ont aussi été créés pour les enfants dont les parents ont été emmenés. Ils y subissent un lavage de cerveau, tout est fait pour qu'ils oublient leur langue et leur culture : le but est de les transformer en parfaits Chinois hans. Nous sommes face à un génocide culturel. Nous avons besoin que le monde parle de tout cela ! Ce qui se passe dans le Xinjiang n'est que le début. Dans d'autres régions de Chine, les musulmans commencent aussi à être persécutés, les mosquées démolies. Nous ne réclamons pas l'indépendance du Xinjiang, nous voulons juste sauver des vies. » ■

V. K.



Deux exemples d'églises détruites par les autorités au cours des derniers mois : dans la province du Zhejiang en décembre (à gauche) et dans celle du Shanxi un mois plus tôt. © D.R.



la religion in the city
religion in de stad

FESTIVAL
22 & 23/02/19

CONCERTS

Les 22 et 23/02/19 à Flagey

CORPS ET RELIGION

22.02.19 > 21.00 > Axelle Red

Plus d'infos et réservations sur www.lareligiondanslacite.be